

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22090 - 82ÈME ANNÉE

Note de la Rédaction au sujet d'une tribune intitulée « Nommer le privilège zorey pour construire l'égalité à La Réunion »

Le sens des responsabilités



Le journal du PCR, « Témoignages » a été destinataire d'une tribune intitulée « Nommer le privilège zorey pour construire l'égalité à La Réunion » adressée également à d'autres médias.

La présente note précise que notre journal poursuit l'œuvre d'émancipation du peuple réunionnais et la solidarité anti-impérialiste et anti-colonialiste. Depuis sa création, le Parti Communiste Réunionnais pose le principe d'un pouvoir réunionnais, pour mettre en œuvre un projet élaboré par toutes les forces vives de la société. Tirant les leçons des attaques négatives portées contre son projet d'autonomie, le PCR propose de légitimer le travail consensuel dans le cadre de la Conférence Territoriale de l'Action Publique, avec un seul point à l'ordre du jour. Les contradictions vont

apparaître et devront être surmontées par le débat. Ainsi, si tout le monde doit écouter tout le monde, personne ne se sentira rabaisé.

Cette démarche vise à dépasser les pratiques du débat électoral qui pousse à la division et la haine, sans filet de réconciliation post-électorale. Nous croyons au sens de Responsabilité des Réunionnaises et des Réunionnais.

***Pour le PCR, le secrétariat
Le Port, le 9 mai 2026***

Alerte sur l'emploi à La Réunion : qu'attendent les élus pour mobiliser le monde économique ?

Après la mobilisation des maires contre la baisse des contrats aidés financés par l'argent de la France, une autre menace pèse sur l'emploi à La Réunion : l'Accord de partenariat économique signé entre l'Union européenne et les pays voisins. En ouvrant totalement le marché réunionnais aux produits et services régionaux, cet accord va fragiliser les emplois productifs locaux. Face à ce risque, les mêmes élus vont-ils se mobiliser pour défendre l'avenir de l'emploi réunionnais.

Le 20 mai dernier, les 24 maires de La Réunion, accompagnés de la Région et du Département, se sont réunis pour tenter de faire pression sur l'État français. En cause : la réduction drastique du nombre de contrats aidés financés par la France. Une menace autrement plus grave pèse sur l'avenir de La Réunion : celle qui concerne les emplois productifs et durables avec la signature d'un APE ouvert aux services entre l'UE et tous les pays voisins.

Mobilisation seulement pour les PEC ?

Depuis des années, le fonctionnement de nombreux services publics locaux repose sur des emplois précaires, à temps partiel et financés par l'argent public. Ce qui représentait autrefois le quota d'une seule commune devra désormais être partagé entre les 24 municipalités. Les élus s'inquiètent. Beaucoup de promesses faites aux électeurs seront difficiles à tenir. C'est ce qui était à l'origine d'une mobilisation unitaire des maires et collectivités devant la préfecture le 24 mai.

Mais pendant que l'attention se focalise sur la diminution des emplois précaires, une menace autrement plus grave pèse sur l'avenir de La Réunion : celle qui concerne les emplois productifs et durables.

Menace de hausse massive du chômage

Aujourd'hui, à Maurice, l'Union européenne signe un Accord de partenariat économique (APE) avec les pays voisins de La Réunion. Cet accord s'applique à notre île au titre de région ultrapériphérique de

l'Union européenne. Conséquence : le marché réunionnais s'ouvre totalement aux produits et aux services provenant des pays signataires.

Cette situation place La Réunion dans une position particulièrement vulnérable. À seulement 200 kilomètres de Maurice et à moins de 1 000 kilomètres de Madagascar, notre île se trouve en première ligne face à une concurrence régionale renforcée. Dans les secteurs de la comptabilité, de l'informatique, des télécommunications ou plus largement des services aux entreprises, les écarts de coûts salariaux sont considérables.

Alors que les élus se mobilisent pour préserver des contrats aidés, où est la mobilisation pour défendre les emplois productifs qui font encore vivre l'économie réunionnais ? Où sont les chambres consulaires, les collectivités et les parlementaires lorsque se joue l'avenir de secteurs entiers de notre économie ?

Les jeunes Réunionnais risquent de payer le prix fort

Car ce sont les jeunes Réunionnais qui risquent de payer le prix fort. Ceux qui se forment aujourd'hui aux métiers du numérique, de la gestion ou des services aux entreprises voient se profiler un avenir incertain. Faudra-t-il accepter des salaires tirés inférieurs au RSA, partir travailler à l'étranger, rejoindre les diasporas africaines installées ailleurs dans le monde, dépendre du RSA ou espérer intégrer la fonction publique ?

Pourquoi une telle mobilisation pour défendre des emplois précaires financés par l'argent de la France et un tel silence lorsqu'il s'agit de protéger les emplois créés par l'activité économique réunionnais ?

Les élus qui étaient unis le 20 mai doivent savoir qu'ils seront demain en première ligne face aux conséquences sociales d'une aggravation du chômage. Il est encore temps d'agir. Il est encore temps d'exiger que La Réunion bénéficie, comme les pays voisins, de protections adaptées à sa situation et à son niveau de développement.

Face aux défis qui s'annoncent, l'heure n'est plus à l'attentisme mais à la mobilisation générale.

M.M.

180 litres d'eau potable par jour par personne : droit dans le mur**Crise de l'eau : pénuries à prévoir à La Réunion**

Le dernier bulletin sur la ressource en eau de l'Office de l'eau confirme une dégradation inquiétante de la situation à La Réunion : cours d'eau et nappes phréatiques sont souvent en état très déficitaire, tandis que des restrictions concernent déjà de nombreuses communes. Si la consommation reste proche de 180 litres d'eau potable par jour et par habitant et que 35 % de l'eau continue d'être perdue dans les réseaux, les pénuries deviendront inévitables. Réduire les fuites et le gaspillage est désormais une urgence.

Le dernier bulletin sur l'état quantitatif de la ressource en eau à La Réunion est une nouvelle alerte. Pourtant, le sujet reste largement absent du débat public. Les chiffres sont sans appel : la plupart des cours d'eau du Nord, de l'Est et du Sud sont en situation très déficitaire. Sept rivières enregistrent même leur débit médian le plus faible jamais observé pour cette période. Plusieurs nappes souterraines affichent également des niveaux très déficitaires tandis que des mesures de restriction concernent déjà une grande partie de l'île.

Face à cette réalité, une question s'impose : combien de temps encore pourrions-nous continuer à consommer l'eau comme si cette ressource était inépuisable ?

Chaque Réunionnais consomme en moyenne près de 180 litres d'eau potable par jour. Dans le même temps, environ 35 % de l'eau distribuée disparaît dans les fuites des réseaux avant même d'arriver au robinet. Autrement dit, plus d'un tiers de l'eau prélevée dans la nature est perdu.

Importantes fuites dans les réseaux

Cette situation serait déjà préoccupante dans un contexte climatique normal. Elle devient alarmante alors que les ressources diminuent sous l'effet de sécheresses plus fréquentes et d'une évolution du climat qui fragilise les réserves naturelles de l'île.

Le paradoxe est saisissant. D'un côté, les autorités

multiplient les appels à la sobriété. De l'autre, des quantités considérables d'eau potable continuent de s'échapper quotidiennement des canalisations vieillissantes. Les habitants sont invités à faire des efforts, mais la lutte contre les pertes dans les réseaux avance beaucoup trop lentement.

Coupures d'eau de plus en plus fréquentes

Les conséquences sont pourtant prévisibles. Si la consommation reste à un niveau aussi élevé et si les pertes atteignent toujours plus du tiers de l'eau produite, les pénuries deviendront inévitables. Ce ne sera plus seulement un problème pour l'agriculture ou pour certaines communes de l'Ouest. C'est l'ensemble de La Réunion qui pourrait être confronté à des coupures d'eau de plus en plus fréquentes.

L'urgence n'est plus de constater le problème mais d'agir. Réduire les fuites doit devenir une priorité absolue. Chaque litre économisé dans les réseaux est un litre qui n'a pas besoin d'être prélevé dans les rivières ou les nappes phréatiques. Dans le même temps, une véritable politique de sobriété doit être engagée afin de réduire progressivement la consommation moyenne d'eau potable.

L'eau est la ressource stratégique du XXI^e siècle. La Réunion ne peut plus se permettre de gaspiller une richesse qui devient chaque année plus rare. Les indicateurs sont au rouge. Ignorer les signaux d'alerte aujourd'hui, c'est prendre le risque de subir des pénuries durables dont les conséquences sociales, économiques et sanitaires pourraient être considérables.

M.M.**Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Konm lo koukou li ponn son zèf dann ni lé z'ot

Mézan étan marmaye mi rapèl l'avé plin liv la kaz é an parmi l'avé inn dsi bann zoizo, gayar vèye pa koman é dann liv-la ilistré in zoli fasson fasson, avèk gayar zistoir galman li rapèl listoir lo koukou. Pou kossa li apèl konmsa ? Pars kan li shant li fé « koukou-koukou ».

Zoizo-la néna in vilin défo k'i sava dizon avèk son linstin d'konsèrvassion : li fé pa son ni li-mèm, li kouv pa son zèf d'aprè sak mwin la konpri. Li sava dann ni lé z'ot, li dispèrs lo zèf sansa lo pti fini énéte é li mète son zèf dann ni épi konmsa li assir son déssandanss. Konm la natir i komann ali pou fèr.

Lé bon kan sé in zoizo, mé kan sé in péi i prétan li respèk lézot épi la loi internassyonal, é tout sak i fé d'li in péi néna bone répitassion, alé oir li ossi li lé san respé konm d'ote... Lé vré an parmi bann grann puissans néna bonpé i repèk pa bann péi pli pti, mwin for, dann linkapassité ansèrv la fors pou défann zot droi.

Mi pé site pou zot sak lamérik épi lo royaume uni la fé avèk bannzil Chagos san respé pou lo droi la dékolonizassion, san respé pou bann pèp téi rès labba dopi plizyèr syèk mé mi vé pa anparl sa zordi.. Pétète domin.

Zordi mi vé anparl La franss in gran péi démokratik : li rant dann la COI(commission de l'océan indien)par La Rényon départman franssé épi li fé konmsi nout péi i konte pou arien ditou. I fo dir la solidarité dann la COI lé pa tro for é finalman mèm lézot i pran pa kont de nou. Konm i pran pa kont lo démantèlman bannzil Komor, épi lodékolonizassion inkonplète pou Madagascar.

Mé sa i anpèsh pa tout mète azot koté lo gran koukou é nou lé pa pli avanssé ksaé tintin pou la solidarité.

A bon antandèr salu !

Justin